

# Climat et biodiversité : « Les petits pas de la politique agricole commune ne suffisent plus »

Tribune – Collectif – 03 mai 2021

Alors que la nouvelle PAC est discutée à Bruxelles, un collectif de plus de 700 scientifiques en recherche publique alerte, dans une tribune au « Monde », sur les « conséquences catastrophiques » d'un manque d'ambition en matière d'agroécologie.

Le gouvernement est sur le point de définir la déclinaison nationale de la politique agricole commune (PAC) qui scellera le futur de l'agriculture française à l'horizon 2030. Ses propositions seront débattues les 4 et 5 mai au Sénat puis à l'Assemblée nationale. Nous alertons sur les conséquences catastrophiques qu'un manque d'ambition aurait pour la biodiversité et le climat, mais aussi pour les agriculteurs et agricultrices et la société.

Agriculture, biodiversité et climat sont intimement liés. [La vague récente de gel](#) a généré des pertes considérables dans les vignes, vergers et cultures. Une situation exceptionnelle ? Malheureusement non. En accélérant la croissance des plantes lors des épisodes de chaleur précoce en fin d'hiver, le changement climatique va rendre ces gels tardifs de plus en plus destructeurs. Les agriculteurs en sont les premières victimes, comme ils sont victimes de l'exposition aux pesticides qui nuit à leur santé, du déclin de la biodiversité qui favorise les ravageurs des cultures et de la course à l'agrandissement des exploitations agricoles et à l'endettement qui accélèrent la disparition des agriculteurs.

## Changement de régime alimentaire

Le secteur agricole a amorcé une prise de conscience et des changements de pratiques ; mais, pour garantir la pérennité économique des exploitations, limiter le changement climatique et enrayer le déclin de la biodiversité, des transformations de bien plus grande ampleur doivent avoir lieu. La PAC, qui assure l'essentiel du revenu moyen des agriculteurs français et oriente directement leurs pratiques, est un levier majeur pour la transition attendue des systèmes agricoles et alimentaires.

Les petits pas de la PAC ne suffisent plus. Depuis celle de 1992, introduisant les mesures agroenvironnementales, les réformes successives de la PAC ont très insuffisamment pris en compte les enjeux sociaux et environnementaux. Le « verdissement » de la PAC de 2013 s'est révélé un échec total [selon la Cour des comptes européenne](#). En 2020, 3 600 scientifiques lançaient un appel dans la revue académique *People and Nature* pour des actions fortes afin que la PAC relève les défis de la durabilité.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [« La PAC, une catastrophe agricole commune »](#)

La nouvelle PAC, actuellement discutée à Bruxelles, est loin de répondre aux attentes exprimées par ces scientifiques. Néanmoins, elle demande aux Etats membres de définir un plan stratégique national, qui offre des marges de manœuvre pour accélérer la transition agroécologique. La France doit s'en saisir sérieusement, en évitant la tentation du « greenwashing » .

Le plan stratégique national doit mobiliser les connaissances scientifiques. Un changement de régime alimentaire avec une réduction importante des produits animaux, en priorité ceux issus de l'élevage industriel, est nécessaire tant pour le climat que pour la biodiversité et le bien-être animal. Un lien plus direct entre producteurs et consommateurs doit aussi être encouragé pour réduire la part d'aliments ultratransformés dans notre alimentation et mieux partager la valeur ajoutée entre les agriculteurs et les autres acteurs des filières.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [Agriculture : « La PAC doit accompagner à la fois la transition économique et la transition environnementale »](#)

Cela implique une réorientation des productions, qui doit impérativement être accompagnée par les politiques. Par ailleurs, sans politiques volontaristes, les tendances actuelles à l'agrandissement, à la simplification et à l'intensification vont se poursuivre et évincer la diversité des exploitations et des productions.

Les exploitations qui mettent en œuvre des pratiques agroécologiques valorisent la biodiversité et les régulations naturelles : diversification des cultures, élevage extensif, association entre productions végétales et animales, valorisation et entretien des prairies, diminution de la taille des parcelles. Les études scientifiques montrent que ces pratiques sont indispensables pour réduire l'usage des engrais, des pesticides et des antiparasitaires et antibiotiques vétérinaires, qui ont des impacts négatifs sur l'environnement et la santé humaine. Elles tendent également à développer l'emploi.

## Haies pérennes

Les milieux semi-naturels jouxtant les parcelles agricoles (haies, bandes enherbées et prairies naturelles) permettent de stocker du carbone, de contrôler l'érosion des sols, d'épurer l'eau et de maintenir la biodiversité, dont les pollinisateurs et les ennemis des ravageurs des cultures. La littérature scientifique montre qu'il est nécessaire de les maintenir en bon état sur, au minimum, 20 % de la surface des paysages pour garantir leur bon fonctionnement agroécologique.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [Pour une PAC plus juste, verte et tournée vers l'avenir, un millier de propositions citoyennes](#)

Les prochains jours seront décisifs pour l'agriculture française. Toute la question est de savoir quelle place sera donnée à l'agroécologie dans le plan stratégique national.

Premièrement, les aides directes doivent favoriser l'installation en agroécologie de nouveaux agriculteurs et limiter la course à l'agrandissement. Pour cela, le soutien aux premiers hectares des exploitations agricoles doit être amplifié et les aides aux grandes exploitations, plafonnées.

Deuxièmement, [les aides dites « écorégimes »](#) (qui visent à rémunérer les pratiques vertueuses) doivent être basées sur des critères d'attribution ambitieux. Il est nécessaire d'exiger, à l'échelle de l'exploitation, un nombre important de cultures diversifiées, un taux élevé de haies et de bandes enherbées pérennes et une grande part de prairies non labourées pour l'élevage herbivore.

Dans le cas où l'écorégime est lié à une certification, le soutien doit être proportionnel au niveau d'exigence du cahier des charges (par exemple, l'agriculture biologique bannit l'usage des pesticides de synthèse, ce qui n'est pas le cas [du label haute valeur environnementale](#)). Enfin, compte tenu de la

nécessité de jouer simultanément sur les pratiques et la présence de milieux semi-naturels, les agriculteurs doivent pouvoir cumuler les différents types d'écorigimes.

Troisièmement, le budget alloué aux écorégimes doit être consolidé, mais sans l'être au détriment de celui des mesures agroenvironnementales qui est déjà particulièrement peu élevé.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [« L'agroécologie peut parfaitement nourrir 10 milliards d'humains »](#)

Nous appelons le gouvernement à définir un plan stratégique national ambitieux, qui soit un réel outil pour la transition agroécologique, et à rendre des arbitrages justes, qui reposent sur les bénéfices sanitaires, sociaux et environnementaux des pratiques et non sur le seul poids des parties prenantes dans les négociations.

#### **Premiers signataires :**

**Jacques Baudry**, écologue (Institut national de la recherche agronomique - Inrae) ; **Bernard Chevassus-au-Louis**, écologue (association Humanité et biodiversité) ; **Denis Couvet**, écologue (Muséum national d'histoire naturelle) ; **Marion Desquilbet**, économiste (Inrae et Toulouse School of Economics) ; **Sophie Devienne**, professeure d'agriculture comparée (AgroParisTech) ; **Julien Fosse**, inspecteur en chef de santé publique vétérinaire ; **Eve Fouilleux**, directrice de recherches en science politique (Centre national de la recherche scientifique - CNRS) ; **Bernard Hubert**, écologue (Inrae) ; **Jean-Marc Meynard**, agronome (Inrae) ; **Clélia Sirami**, chercheuse en agroécologie (Inrae) ; **Pablo Tittonell**, chercheur en agroécologie (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement - Cirad) ; **Sandra Lavorel**, écologue (CNRS)..